

Chronologie

Janvier/Février 2008*

Janvier

1.1 Avec la nouvelle année la loi sur la mémorisation des communications téléphoniques entre en vigueur. Désormais, les entreprises de télécommunications devront archiver tous les appels pendant six mois, ils pourront être mis à la disposition de la police et de la justice si un juge le demande. Quelque 30 000 adversaires de la loi déposent une plainte à la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, qui impose finalement le 27 février des limites juridiques restrictives à cette loi.

1.1 Huit nouveaux Länder (Bavière, Berlin, Brandebourg, Brême, Hambourg, Mecklembourg-Poméranie occidentale, Saxe-Anhalt et Schleswig-Holstein) interdisent désormais de fumer dans les restaurants et les auberges (*voir Documents 2008/01*). De nombreuses exceptions sont prévues dans chacun des Länder.

2.1 Selon l'Office des statistiques de Wiesbaden, le nombre d'emplois en 2007 n'a jamais été aussi élevé depuis la réunification en 1990. 39,7 millions de personnes exercent une profession, soit 650 000 de plus que l'année précédente, ce qui représente une progression de 1,7 %. Les chiffres du chômage pour décembre 2007, publiés le lendemain à Nuremberg, sont en légère hausse : 28 000 chômeurs de plus qu'en novembre, mais 602 000 de moins qu'en décembre 2006. Selon l'Agence pour l'emploi, le nombre de chômeurs, actuellement de 3,7 millions, devrait être de 3,5 millions en 2008.

3.1 Le ministre des Finances Peer Steinbrück rejette toute demande de baisse des impôts, même si l'équilibre budgétaire est atteint en 2011 comme prévu. Son collègue de l'Économie Michael Glos avait proposé une réduction dès 2010. Le 15 janvier, la chancelière Angela Merkel soutient la position de son ministre des Finances.

4.1 En raison des troubles au Kenya, le gouvernement allemand accorde une aide immédiate de 300 000 euros pour soutenir le travail du Comité International de la Croix-Rouge à Nairobi.

5.1 Le ministre des Transports Wolfgang Tiefensee annonce qu'une solution au conflit des cheminots a été trouvée entre la Deutsche Bahn et le syndicat GDL qui avait menacé de lancer une grève illimitée en cas d'impasse. Après dix mois de conflit, la Deutsche Bahn et le syndicat des cheminots acceptent le 13 janvier l'accord qui prévoit une augmentation des salaires de 11 % et une réduction de travail à 40 heures au lieu de 41 à partir de février 2009. La Deutsche Bahn annonce dans un premier temps le 15 janvier la suppression d'emplois et une augmentation des prix des transports pour faire face aux conséquences de l'accord, propos vivement critiqués par le gouvernement. L'accord est finalement signé le 30 janvier.

5.1 Trois semaines avant les élections régionales en Hesse et en Basse-Saxe, le présidium du parti chrétien-démocrate (CDU) se prononce en faveur d'une loi plus sévère pour lutter contre la criminalité des jeunes, comme le demande le ministre-président de Hesse Roland Koch, candidat à sa réélection (*voir dans ce numéro*). Le président du parti social-démocrate (SPD) Kurt Beck dénonce une manœuvre électorale et demande que les lois existantes soient simplement appliquées. Les dirigeants SPD, réunis à Hanovre, critiquent par ailleurs la position de la CDU hostile au salaire minimum.

5.1 Le ministère des Affaires étrangères confirme qu'un diplomate allemand a été contraint de quitter Téhéran. En 2007, Berlin avait expulsé un diplomate iranien en poste en Allemagne.

8.1 L'Allemagne est le premier pays à apporter sa contribution au Fonds des Nations Unies en faveur

* Chronologie établie par François Talcy, journaliste.

du Darfour. Berlin verse 350 000 euros pour inciter les responsables locaux à poursuivre leur engagement pour la paix.

10.1 Recevant le corps diplomatique à Berlin pour les vœux de nouvelle Année, le président de la République Horst Köhler rend hommage aux Nations Unies, qu'il qualifie d'instance centrale pour le bien-être de l'humanité.

14.1 Présents à Strasbourg pour la session plénière du Parlement européen, le ministre d'État allemand Günter Glos et le secrétaire d'État français Jean-Pierre Jouyet, tous deux en charge des questions européennes aux Affaires étrangères à Berlin et Paris, évoquent plusieurs dossiers qui seront prioritaires lors de la présidence française de l'Union européenne (énergie, environnement, relations extérieures notamment) au cours du deuxième semestre de 2008. Ils effectuent ensuite une visite au Quartier général du corps d'armée multinational européen, auquel participent cinq pays (Allemagne, Belgique, Espagne, France et Luxembourg).

15.1 Le cardinal de Mayence Mgr Karl Lehmann annonce qu'il démissionnera en février de ses fonctions de président de la conférence épiscopale allemande qu'il occupe depuis 21 ans. L'archevêque de Fribourg-en-Brigau Robert Zollitsch est désigné le 12 février à Würzburg pour lui succéder.

16.1 Après l'annonce par l'entreprise finlandaise Nokia de fermer son usine de Bochum au milieu de l'année pour s'installer en Roumanie et en Hongrie, le ministre-président de Rhénanie du Nord/Westphalie Jürgen Rüttgers et le gouvernement de Berlin témoignent leur soutien aux 2 300 employés et menacent d'exiger le remboursement des subventions accordées à la firme pour son implantation dans le bassin de la Ruhr. Les ministres des Finances et de l'Économie font néanmoins valoir que le gouvernement fédéral ne peut influencer la décision d'une entreprise privée étrangère. Le directeur de Nokia Olli-Pekka Kallasuo concède le 22 janvier que des erreurs ont été commises par la firme finlandaise dans l'annonce de la décision, mais justifie la fermeture des usines de Bochum. A Helsinki, Nokia annonce un chiffre d'affaires

de 51 milliards d'euros en 2007, en hausse de 24 % par rapport à l'année précédente, et des bénéfices de 7,2 milliards d'euros en progression de 67 %.

17.1 Le ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier demande à son homologue syrien Walid el Mouallem, en visite à Berlin, de faire jouer son influence au Liban et plus particulièrement sur l'organisation palestinienne Hamas pour trouver une solution au conflit. Le chef de la diplomatie allemande, critiqué après cette rencontre par l'entourage de la chancelière, précise le lendemain que l'isolement de la Syrie serait une erreur.

17.1 Le ministre de l'Agriculture Horst Seehofer, inaugurant à Berlin la « Semaine Verte », le salon international de l'Agriculture, déclare refuser la réforme de la Politique Agricole Commune (voir le dossier de *Documents 2008/01*).

20.1 Une semaine avant les élections régionales de Hesse, l'ancien vice-président du SPD et ancien ministre de l'Économie Wolfgang Clement publie un commentaire dans lequel il recommande aux électeurs de ne pas voter pour la candidate sociale-démocrate Andrea Ypsilanti. Wolfgang Clement, qui travaille actuellement pour le groupe d'électricité RWE, lui reproche de favoriser les énergies alternatives contre le charbon et le nucléaire. L'article provoque la colère de nombreux sociaux-démocrates, dont Peter Struck, président du groupe SPD au Bundestag, qui exige son exclusion du parti. Le président du SPD Kurt Beck tente de calmer le jeu.

21.1 Le ministre de l'Environnement Sigmar Gabriel critique la vente par le président français Nicolas Sarkozy de technologie nucléaire à d'autres États, notamment à ceux qui ne sont pas réputés pour être des havres de démocratie comme l'Iran.

22.1 La Journée franco-allemande, instaurée en 2003 pour commémorer la signature du Traité de l'Élysée de 1963, donne lieu à quelques manifestations à Berlin, dans le cadre d'une journée Découverte lancée par l'Office franco-allemand pour la Jeunesse, et à Düsseldorf pour le lancement d'une saison France-Rhénanie du Nord/Westphalie en présence du secrétaire d'État

Jean-Pierre Jouyet (voir Documents 2008/01 et ce numéro).

22.1 L'Allemagne et la Chine entendent améliorer leurs relations après plusieurs mois de tensions provoquées par la visite du Dalai Lama à Berlin en septembre 2007. Le ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier reçoit à Berlin son homologue chinois Yang Jiechi dans le cadre d'une conférence du groupe des Six (les six membres permanents du Conseil de sécurité et l'Allemagne) sur l'élaboration d'une troisième résolution des Nations Unies contre le programme nucléaire de l'Iran. Quelques jours plus tard, le ministre allemand de l'Environnement Sigmar Gabriel se rend à Pékin pour signer un accord de coopération dans le domaine de l'approvisionnement en eau des villes chinoises.

25.1 Le Bundestag rend hommage aux victimes du national-socialisme. Son président Norbert Lammert souligne à cette occasion la responsabilité particulière de l'Allemagne dans la lutte contre l'antisémitisme, le racisme et l'intolérance. Le 27 janvier, le chef de l'État Horst Köhler participe au Musée juif de Berlin à une séance de lecture de textes sur l'extermination des juifs.

27.1 Les élections régionales en Basse-Saxe et en Hesse permettent à la nouvelle formation de gauche *Die Linke* d'entrer dans deux parlements des anciens Länder. La coalition de Hanovre, dirigée par Christian Wulff, est reconduite. A Wiesbaden, la formation d'un gouvernement de coalition se transforme en véritable casse-tête politique (*voir dans ce numéro*), la candidate sociale-démocrate Andrea Ypsilanti n'excluant plus de se faire élire avec le soutien tacite de la nouvelle Gauche, avant de se rétracter.

28.1 Après quatre mois de préparation, l'Union européenne donne son feu vert pour la plus grande intervention militaire de son histoire. Les 27 ministres des Affaires étrangères réunis à Bruxelles décident de déplacer début février 3 700 soldats de 14 pays pour constituer la force de paix EUFOR au Tchad et en Côte d'Ivoire.

28.1 L'espace unique européen de paiements en euros (*Single Euro Payments Area*, SEPA) entre en

vigueur. Les 27 états membres de l'Union européenne, ainsi que l'Islande, la Norvège, le Liechtenstein et la Suisse, participent à cette initiative conçue pour faciliter et accélérer les virements transfrontaliers en Europe et qui devrait permettre, selon les premières estimations, d'économiser plus de 120 milliards d'euros sur six ans.

29.1 Le ministre de la Défense Franz Josef Jung effectue une visite impromptue à Kaboul. Plus de 3 000 soldats allemands sont actuellement stationnés en Afghanistan. Après un entretien avec le président Hamid Karsai et son homologue afghan Abdul Rahim Wardak, le ministre confirme que l'OTAN a demandé officiellement à l'Allemagne de jouer un rôle dans le nord du pays pour remplacer les 250 soldats norvégiens de la *Quick Reaction Force* en place depuis 2006. De retour à Berlin, le ministre annonce que la Bundeswehr remplacera effectivement cette unité norvégienne au second semestre 2008.

30.1 Le conseil des ministres veut renforcer les droits des héritiers par une nouvelle loi adaptée à l'évolution des valeurs dans la société.

30.1 75 ans après l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir le 30 janvier 1933, le président du Bundestag Norbert Lammert demande aux Allemands de s'engager davantage dans les processus politiques.

30.1 **Invitée à la Convention pour l'Europe de l'UMP à Paris, la chancière propose à la France l'étroite coopération de l'Allemagne pendant la présidence française de l'Union européenne. Pour atténuer les rumeurs de tension entre les deux gouvernements, le président Nicolas Sarkozy remercie Angela Merkel d'avoir conçu avec lui et imposé aux partenaires européens le traité simplifié. Hostile à une division du travail entre pays du sud et ceux de l'est de l'Europe, Angela Merkel se déclare certes favorable à une intensification du dialogue entre États du pourtour méditerranéen, mais souhaite que tous les pays européens puissent, conformément au processus de Barcelone, participer à l'union préconisée par Nicolas Sarkozy. Le sujet de discorde, au centre des rapports quelque peu tendus entre Paris et Berlin, est abordé également lors d'une rencontre à Hanovre**

le 4 mars, après l'inauguration du Salon de l'électronique CeBit. Angela Merkel et Nicolas Sarkozy déclarent être parvenus à un accord qui sera publié lors du prochain Conseil européen.

31.1 Les chiffres du chômage pour janvier 2008 sont en hausse par rapport au mois de décembre 2007. Selon l'Agence du travail à Nuremberg, 3,66 millions de personnes étaient sans emploi, cela représente cependant 625 000 chômeurs de moins qu'en janvier 2007.

31.1 La chancelière allemande et le premier ministre espagnol José Luis Rodriguez Zapatero signent à Palma de Majorque un accord de coopération sur la protection du climat, la lutte contre le terrorisme et l'intégration des immigrés. C'est la première fois qu'Angela Merkel se rend sur cette île qui reçoit chaque année la visite de quatre millions de touristes allemands.

Février

1.2 Dans une lettre adressée à plusieurs gouvernements européens, notamment à celui de Berlin le secrétaire d'État américain à la Défense Robert Gates demande que l'Allemagne envoie des soldats dans le sud de l'Afghanistan. Le ministre de la Défense Franz Josef Jung rejette la requête américaine en faisant valoir la répartition des tâches au sein de l'Alliance atlantique. Le secrétaire général de l'OTAN Jaap de Hoop Scheffer rend certes hommage à la Bundeswehr, mais estime que l'Allemagne devrait investir davantage dans ses forces armées.

2.2 Le président allemand Horst Köhler se rend en Afrique pour la cinquième fois depuis son élection en 2004. Il appelle les Européens à investir davantage dans les pays africains. A Kampala, il est reçu par le président ougandais Yoweri Museveni après s'être rendu à l'université Makere, l'une des plus vieilles du continent africain, pour s'entretenir avec des étudiants. Il se rend ensuite dans le camp de réfugiés de Gulu. Le 6 février, le président rwandais Paul Kagame accueille le couple présidentiel à Kigali. Jamais encore un chef d'État d'Allemagne fédérale ne s'était rendu dans cette ancienne colonie allemande, touchée en 1994 par un génocide.

2.2 Après de longs mois de querelles, la présidente de la section allemande de l'UNICEF Heide Simonis présente sa démission. L'ancienne ministre-présidente social-démocrate du Schleswig-Holstein est accusée de mauvaise gestion des dons. Le secrétaire général Dietrich Gerlichs démissionne à son tour le 8 février.

3.2 Neuf personnes de nationalité turque, dont cinq enfants, périssent dans l'incendie d'un immeuble du centre ville de Ludwigshafen. Les autorités turques demandent à participer à l'enquête avec la police allemande, alors que plusieurs journaux turcs font état d'un possible attentat xénophobe. Le 7 février, le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan se rend sur les lieux du drame et lance un appel aux médias de son pays pour qu'ils n'anticipent pas les résultats de l'enquête. Selon la police, rien n'indique qu'il s'agit d'un attentat. Reçu ensuite par la chancelière à Berlin, le chef du gouvernement turc demande la création en Allemagne d'écoles turques, puis crée une polémique en s'adressant à ses compatriotes à Cologne. Ces déclarations suscitent des commentaires critiques de la part de toutes les formations politiques (*voir dans ce numéro page 4*).

7.2 Les ministres de la Défense des 26 états membres de l'Alliance atlantique, réunis dans la capitale lituanienne Vilnius, décident d'accroître leur présence militaire en Afghanistan, sans préciser l'ampleur de leur engagement dans le sud du pays.

8.2 La 44^e conférence annuelle de sécurité s'ouvre à Munich en présence de 350 personnalités de plus de 50 pays. Le chef du gouvernement turc Recep Tayyip Erdogan souligne l'importance stratégique de son pays et prône une nouvelle fois l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Le ministre polonais des Affaires étrangères Radoslaw Sikorski, favorable à l'installation en Pologne d'un bouclier de l'OTAN en coopération avec les États-Unis, précise que la Russie ne doit pas interpréter l'initiative américaine comme une menace. Le secrétaire général de l'Alliance atlantique Jaap de Hoop Scheffer se prononce quant à lui en faveur d'une adhésion de la Croatie, de l'Albanie et de la Macédoine dans l'OTAN. La Macédoine a obtenu le statut de candi-

dat à l'adhésion en décembre 2005. A l'ordre du jour de cette conférence figurent également l'Afghanistan, la prolifération nucléaire et l'Iran.

10.2 Le ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier se rend en Afrique de l'Ouest. Le chef de la diplomatie allemande s'entretient à Accra avec le président John Kufuor du Ghana sur la situation au Kenya. A Lomé, il est reçu par le président togolais Faure Gnassingbé pour évoquer les réformes engagées dans le pays ces dernières années. Il assiste à la réouverture de l'Institut Goethe et à l'inauguration d'un Institut de médecine tropicale financé par des dons venus d'Allemagne. Dans son échange de vues avec son homologue burkinabe Djibrill Yipènè à Ouagadougou, il souligne l'importance d'un engagement plus fort de l'Europe dans ses relations avec l'Afrique.

11.2 La chancelière Angela Merkel et le président Horst Köhler reçoivent à Berlin le premier ministre israélien Ehoud Olmert, un mois avant les premières consultations gouvernementales germano-israéliennes à Jérusalem, organisées à l'occasion du 60^e anniversaire de l'État hébreu.

14.2 Le président de la Deutsche Post Klaus Zumwinkel est arrêté dans le cadre d'une affaire de fraude fiscale. Libéré sous caution, il démissionne des fonctions qu'il assumait depuis 1990 (*voir dans ce numéro*). Le gouvernement reconnaît avoir versé 5 millions d'euros à un informateur pour obtenir des informations bancaires au Liechtenstein. La chancelière dénonce un scandale qui dépasse l'entendement. Recevant à Berlin le chef du gouvernement du Liechtenstein Ottmar Hasler le 20 février, elle invite le Grand-Duché à coopérer dans la lutte contre la corruption et le blanchiment de fonds. Le sujet est également abordé le 27 février lors de la visite du Prince Albert II de Monaco à Berlin. Les deux visites avaient été prévues de longue date avant même que n'éclate le scandale fiscal.

16.2 Au cours d'un entretien téléphonique, la chancelière et le premier ministre chinois Wen Jiabao s'accordent pour normaliser et élargir les relations bilatérales après le malaise de ces derniers mois. Angela Merkel est invitée par le gouvernement chi-

nois à participer au 7^e congrès Europe-Asie, prévu à l'automne à Pékin.

18.2 Trois jours après la décision du Kosovo de proclamer son indépendance, le conseil des ministres réuni à Berlin reconnaît le nouvel État. Le ministre des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier demande aux députés du Bundestag que l'Allemagne aide la population kosovare à instaurer un État de droit démocratique et à faire respecter les valeurs européennes dans les Balkans occidentaux. En signe de protestation, la Serbie rappelle son ambassadeur en Allemagne. Le ministre de la Défense Franz Josef Jung se rend au Kosovo pour évoquer la situation avec le premier ministre Hashim Thaci, mais aussi avec des soldats de la Bundeswehr stationnés dans la région.

19.2 Le premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker reçoit à Berlin le Prix allemand du citoyen, décerné depuis 1995 par la Fondation Bad Harzburg à des citoyens ayant rendu d'éminents services à la société.

20.2 **Après une mission de onze jours la navette spatiale américaine Atlantis atterrit en Floride avec à son bord sept astronautes dont l'Allemand Hans Schlegel. Au cours de cette mission, le laboratoire européen Columbus a été arrimé à la station internationale ISS et permettra à des scientifiques européens de travailler dans l'espace. L'astronaute français Léopold Eyharts, parti avec Hans Schlegel, poursuit son vol jusqu'au mois d'avril.**

22.2 Angela Merkel souhaite que le Liban engage rapidement des réformes. Recevant le premier ministre libanais Fouad Siniora à Berlin, la chancelière souhaite que les élections présidentielles puissent avoir lieu rapidement et demande que la Syrie assume un rôle plus constructif dans ce pays.

24.2 Aux élections régionales à Hambourg, le parti chrétien-démocrate perd sa majorité absolue mais reste première formation politique. Le ministre-président Ole von Beust peut rester à la tête du Land grâce à une coalition avec les Verts, la première du genre en Allemagne au niveau régional. Un large débat s'engage sur les rapports entre le parti social-démocrate

(SPD) et la nouvelle Gauche (Die Linke) qui fait son entrée au Parlement de Hambourg (*voir l'analyse dans ce numéro*).

25.2 Au cours de son périple de cinq jours en Asie du Sud-Ouest, le ministre des Affaires étrangères Frank Walter Steinmeier rend hommage à l'Indonésie sur la voie de la démocratie. Au cours de son entretien avec le président Susilo Bambang Yudhoyono à Djakarta il souligne la bonne qualité des relations économiques, mais souhaite développer davantage la coopération politique. A Singapour le chef de la diplomatie allemande rappelle à son homologue George Yeo les divergences, notamment sur la question du secret bancaire et du droit fiscal. A Hanoi, il signe avec son homologue vietnamien Pham Gia Khiem une déclaration visant à la fondation prochaine d'une université germano-vietnamienne à Ho-Chi-Minh-Ville en coopération avec le Land de Hesse.

27.2 Le président du Yémen Ali Abdallah Saleh, en visite à Berlin, et la chancelière Angela Merkel annoncent leur intention d'intensifier leur coopération dans la lutte contre le terrorisme.

27.2 Pour la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, l'autorisation donnée aux services secrets de Rhénanie du Nord/Westphalie d'espionner les ordinateurs, n'est pas conforme à la Loi Fondamentale. Les magistrats imposent des limites juridiques restrictives, permettant des perquisitions en ligne uniquement en cas de danger réel. La coalition gouvernementale prévoit de reformuler la loi pour permettre notamment à l'office de lutte contre le crime d'effectuer de telles perquisitions dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

28.2 L'Allemagne compte en février 3,617 millions de chômeurs, soit par rapport au mois précédent

une baisse de 42 000 demandeurs d'emploi, la plus forte baisse depuis 1992. En un an, le chômage a diminué de 630 000, soit 8,6 % contre 10,2 % en février 2007.

28.2 Le ministre de la Défense Franz Josef Jung assiste à Beyrouth à la fin du commandement de la mission des Nations Unies que la Bundeswehr effectue depuis 17 mois au large des côtes du Liban. Le commandement de la mission est désormais assuré conjointement par l'Italie, la France, l'Espagne et le Portugal. L'Allemagne reste présente avec quatre navires et 500 soldats.

29.2 Pour la première fois, les deux membres des gouvernements français et allemand en charge des questions européennes Günter Gloser et Jean-Pierre Jouyet se rendent ensemble hors des frontières de l'Union européenne. Leur visite au Japon s'inscrit dans le cadre d'un renforcement de la coopération en matière de politique étrangère et de sécurité entre l'Europe et le Japon, président en exercice du G8. Les entretiens avec des membres du gouvernement japonais, des parlementaires et des représentants du monde économique ainsi que de la société civile ont pour objet principal les différents aspects de la coopération franco-allemande, la mise en place des accords conclus lors du sommet du G8 en 2007 à Heiligendamm et les priorités de la prochaine présidence française de l'Union européenne.

29.2 Lors du 3^e Forum de la coopération franco-allemande dans le domaine de la recherche à Paris, de nouveaux accords sont signés entre plusieurs laboratoires des deux pays. Le 25^e Prix Gay Lussac-Humboldt est remis à dix scientifiques français et allemands en récompense de leur engagement dans des projets prometteurs.